



17 décembre 2008

## Réforme du lycée : le ministre a-t-il compris ?

Il est urgent maintenant de reprendre complètement l'élaboration de la réforme du lycée. La FCPE veut participer à ce chantier. Elle est prête à rencontrer le ministre de l'Éducation nationale. Mais, si les règles du jeu ont changé et que les décisions se prennent à un autre niveau, les élus nationaux de la FCPE sont prêts à rencontrer le président de la République pour lui faire part de leurs propositions.

Nous voulons une véritable réforme du lycée qui prendra en compte l'ensemble du cycle d'orientation, c'est-à-dire la 3ème et la 2nde. Elle devrait même prendre en compte l'ensemble du second degré, collège compris.

Parce que l'objectif est la réussite de chaque enfant, la réforme du lycée devra s'intéresser à tout le lycée : général, technologique et professionnel.

Parce que lycéens, parents d'élèves, enseignants, chefs d'établissement, collectivités, associations complémentaires sont impliqués, elle doit associer tous les partenaires sans les choisir parmi ceux qui arrangent le ministre, sans tabou ni condition.

Parce que la FCPE représente près de 60% des voix des parents d'élèves dans le second degré, elle devrait être reçue, considérée et entendue comme représentative, et être consultée pour chaque réforme importante, même si le ministre ne sait pas si elle va partager son avis.

Mais le ministre semble ne pas avoir bien compris le message : à l'entendre, ni les syndicats lycéens ni la FCPE ne sont dignes de participer à la discussion, et il utilise la signature des syndicats d'enseignants sur un protocole d'ouverture de discussion dressant des constats pour faire croire que les enseignants seraient d'accord avec sa réforme. Ce n'est pas sérieux !

A-t-il saisi que tous les acteurs de l'École refusaient son postulat de base pour cette réforme, à savoir les suppressions de postes ? A-t-il saisi le refus général du dénigrement de l'École publique auquel il se livre ?

La FCPE réitère sa demande d'un véritable projet global pour l'avenir de la jeunesse.

Investir dans l'éducation doit être la priorité nationale.